



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 505 en date du 01.11.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle
<https://www.francophonie.org/sites/default/files/2019-09/Statut%20et%20adhesion.pdf>

et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections, faisant l'objet d'une publication dans la presse, sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

1 – ELECTIONS GENERALES AU MOZAMBIQUE – « Le président Filipe Nyusi a été réélu pour un mandat de cinq ans avec 73 % des suffrages »

2 – PRIX ALBERT LONDRES - « Le prix Albert-Londres décerné au journaliste du Monde, Benoît Vitkine »

3 – MEDIAS AU CONGO RD – « Des médias appartenant à Jean-Pierre Bemba prennent feu à Kinshasa »

4 – FACEBOOK – « Après Google, Facebook refuse de rémunérer la presse française »

5 – UNESCO – « L'UNESCO et Twitter s'unissent pour l'éducation aux médias et à l'information »

6 – GOUVERNEMENT EN TUNISIE – « limogeage d'Abdelkrim Zbidi et de Khemaies Jhinaoui, respectivement ministre de la Défense et des Affaires étrangères »

7 – JOURNALISTES A HAITI – « 44 journalistes victimes de répression ces dernières semaines »

8 – ACTUALITES GOUVERNEMENTALES – « Principales actualités gouvernementales dans les 88 pays de la Francophonie institutionnelle en octobre 2019 »

1 – ELECTIONS GENERALES AU MOZAMBIQUE – « Le président Filipe Nyusi a été réélu pour un mandat de cinq ans avec 73 % des suffrages »

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/28/au-mozambique-la-reelection-de-filipe-nyusi-traduit-la-volonte-d-hegemonie-du-frelimo_6017198_3212.html

Lundi 28 octobre 2019

Par Cyril Bensimon



Le président mozambicain, Filipe Nyusi, lors d'un meeting à Matola, le 12 octobre 2019. GIANLUIGI GUERCIA / AFP

Au Mozambique, la réélection de Filipe Nyusi traduit la volonté d'hégémonie du Frelimo. Le parti au pouvoir a remporté 73 % des suffrages lors d'un scrutin sans surprise marqué par « de nombreuses irrégularités », selon les observateurs étrangers.

La Commission nationale des élections (CNE) aura attendu douze jours pour proclamer, dimanche 27 octobre, ce qui ne faisait plus de doute pour personne au Mozambique. Le président Filipe Nyusi a été réélu pour un mandat de cinq ans avec 73 % des suffrages. Son parti, le Front de libération du Mozambique (Frelimo), remporte 184 des 250 sièges à l'Assemblée nationale et dirigera l'ensemble des dix provinces du pays.

Alors que la publication progressive des résultats sur le site Internet de l'instance chargée d'organiser les élections avait servi à préparer l'annonce, la confirmation de cette victoire sans partage traduit la volonté d'hégémonie du parti au pouvoir depuis l'indépendance. Elle pose aussi la question, pour la suite, d'un processus de paix jamais arrivé à son terme depuis le premier accord avec l'ancienne rébellion de la Résistance nationale mozambicaine (Renamo), en 1992.

De fait, aucun parfum d'incertitude n'a jamais enveloppé les élections générales du 15 octobre. Le recensement des électeurs, le redécoupage de la carte électorale pour gonfler l'importance des bastions du pouvoir, la mise à disposition constante des moyens de l'Etat pour sa campagne, les tracasseries de dernière minute pour les opposants, l'usage de la violence allant jusqu'à l'assassinat d'un observateur indépendant par une escouade policière, puis l'arrivée le jour du vote de milliers d'observateurs d'un groupe jusque-là inconnu, laissaient préfigurer les intentions du Frelimo. Elles ne pouvaient être que confirmées dans le résultat officiel, le parti ayant la main sur l'ensemble des institutions engagées dans le processus électoral.

Une victoire contestée

Ainsi, dans les milieux informés de Maputo, avant que ne soit déposé le premier bulletin, les discussions portaient déjà sur le nom de l'éventuel successeur de Filipe Nyusi. L'actuel chef de l'Etat entame son dernier quinquennat, selon le mode de rotation interne du Frelimo, qui interdit jusque-là aux présidents de briguer plus de deux mandats. A moins que M. Nyusi ne soit désormais tenté de modifier la Constitution, fort de plus des deux tiers des députés dans la nouvelle Assemblée.

Mais sa victoire est déjà contestée. Lundi 21 octobre, Ossufo Momade, le candidat de la Renamo, crédité officiellement de 21,88 % des suffrages, avait préalablement « *exhorté tous les Mozambicains à ne pas accepter les méga-fraudes* » et exigé « *le rétablissement de la vérité électorale* ». Samedi, Daviz Simango, arrivé troisième du scrutin présidentiel, a jugé que le volume des irrégularités recensées dans ces élections était « *sans précédent* » et que leurs résultats devaient être considérés « *nuls et invalides* ». Huit des 17 membres de la CNE, composée de représentants du pouvoir, de l'opposition et de la société civile, ont refusé d'entériner les résultats.

Parmi les observateurs étrangers, des doutes ont également été émis sur la qualité du processus. Dans son rapport préliminaire, la mission d'observation de l'Union européenne, qui n'avait que 170 agents déployés, a constaté « *quatre cas de bourrage d'urnes dans les provinces de Manica et Sofala* ». Elle a également jugé que « *l'absence d'observateurs nationaux dans près de la moitié des 807 bureaux de vote visités ne contribue pas à la transparence du processus* ».

Les observateurs de l'ambassade américaine à Maputo avaient pour leur part témoigné de « *nombreuses irrégularités et vulnérabilités durant le vote et les premières étapes de la compilation* » : « *Par exemple, dans de nombreux bureaux à Gaza [une province où auraient été inscrits 200 000 électeurs fantômes], nos équipes ont noté une faible participation en milieu d'après-midi, mais les résultats affichaient le lendemain des taux de participation proche de 100 %* ». D'autres observateurs, comme ceux de l'Union africaine ou plus encore de la Communauté des Etats d'Afrique australe (SADC), se sont montrés moins acerbes.

Immenses richesses gazières

La Russie, elle, n'a pas pris la peine d'attendre la publication des résultats finaux pour applaudir la réélection de Filipe Nyusi.

Le président du Mozambique était d'ailleurs l'un des invités vedette du premier sommet Russie-Afrique, qui s'est tenu les 23 et 24 octobre à Sotchi, et Vladimir Poutine s'est saisi de l'occasion pour le féliciter de sa victoire. Peu important les usages diplomatiques, surtout avec un ancien « pays frère » du temps de l'Union soviétique qui promet d'entrer ces prochaines années dans une nouvelle dimension économique.

Le Mozambique est aujourd'hui un pays courtisé pour ses immenses richesses gazières. Celles-ci devraient être pleinement exploitées dans la province de Cabo Delgado d'ici à cinq ans. Total a finalisé son entrée fin septembre dans l'un des deux projets majeurs, Mozambique LNG, et prévoit d'investir environ 25 milliards de dollars (environ 22,5 milliards d'euros) sur les prochaines années. Depuis deux ans, un groupe d'islamistes armés a déclenché une insurrection dans cette région du nord du pays. Les attaques se déroulent à quelques kilomètres des futures installations gazières mais ne semblent pas en mesure, jusque-là, d'ébranler la marche en avant du plus grand projet industriel d'Afrique.

Le Frelimo, qui conserve tous les réflexes d'un parti-Etat tout en ayant su se réinventer comme intermédiaire obligé du monde des affaires, saura-t-il transformer le Mozambique grâce à cette manne ? L'« abeille » (signification de « Nyusi » en langue maconde) saura-t-elle, comme elle le promet, faire son miel pour tous les Mozambicains ? La question reste en suspens. Le scandale dit de « la dette cachée », quand de hauts responsables publics avaient emprunté secrètement 2,2 milliards de dollars pour un programme de construction navale, en 2011, dont 500 millions se sont envolés depuis, peut laisser craindre de graves dérives financières au sein de l'appareil d'Etat.

Pour l'heure, il s'agit de préserver la paix. La Renamo, affaiblie par la mort de son chef historique, Afonso Dhlakama, en 2018, n'a peut-être plus les moyens de faire la guerre, mais l'humiliation de cette élection, qui devait consacrer l'accord de paix signé en août, ne peut que l'inciter à susciter de l'instabilité dans l'espoir de faire entendre sa voix.



2 – PRIX ALBERT LONDRES - « Le prix Albert-Londres décerné au journaliste du « Monde » Benoît Vitkine »

https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2019/10/29/le-prix-albert-londres-decerne-au-journaliste-du-monde-benoit-vitkine_6017354_3236.html

Mardi 29 octobre 2019

Par Nicole Vulser

Le prix Albert-Londres décerné au journaliste du « Monde » Benoît Vitkine

Le 81e prix de la presse écrite a été remis au journaliste, spécialiste des pays de l'ex-URSS et de l'Europe orientale, pour une série de six enquêtes.

Le 81^e prix Albert-Londres de la presse écrite a été remis, mardi 29 octobre, à Paris, au journaliste du *Monde* Benoît Vitkine, 36 ans, pour six enquêtes publiées entre 2018 et 2019. Ce spécialiste des pays de l'ex-URSS et de l'Europe orientale, aujourd'hui correspondant du *Monde* à Moscou, a dépeint, avec rigueur et une plume incisive, aussi bien le douloureux retour des vétérans du Donbass en Ukraine que la violence et la corruption minant la ville d'Odessa.

Envoyé spécial à Marioupol (Ukraine), Benoît Vitkine a décortiqué la façon dont Moscou multiplie les mesures d'intimidation pour verrouiller son emprise en mer d'Azov. Le jury a récompensé à la fois ses angles originaux et son écriture chaleureuse, ainsi qu'en témoigne son reportage en Tchétchénie sur l'utilisation du football comme outil de propagande. A travers ses enquêtes, menées avec sérieux, il a décrit l'art russe de l'intox en Transcarpathie ou encore les coulisses de la guerre de l'information russe en Estonie.

« Une magnifique utopie contre un système politique »

Pour son 35^e prix audiovisuel, le jury du prix Albert-Londres, présidé par Annick Cojean, journaliste au *Monde*, a également récompensé Marlène Rabaud pour son film *Congo Lucha*, diffusé sur la RTBF et la BBC, produit par Esprit libre et Tita Productions. Il sera prochainement programmé par France 2.

Agée de moins de 40 ans au moment de la diffusion de ce film courageux (une condition pour concourir), Marlène Rabaud reprend l'épopée d'un groupe de Congolais engagés dans une lutte pacifique pour débarrasser leur pays du président Kabila, qui empêche la tenue des élections. Le jury a salué « *une magnifique utopie contre un système politique* ».

Enfin, le 3^e prix du livre a été attribué à Feurat Alani pour son « ovni littéraire » *Le Parfum d'Irak* (Editions Nova/Arte Editions, octobre 2018).

Ce roman graphique, composé d'un millier de Tweet, raconte les voyages en Irak d'un jeune homme français d'origine irakienne devenu journaliste. Il témoigne de la guerre qu'il doit couvrir, au fil de messages de 140 signes, tout en restant précis et en révélant la poésie et l'âme du pays qu'il a appris à aimer.

Depuis 1933, le prix Albert-Londres récompense les meilleurs journalistes francophones. Albert Londres, reporter très engagé, a sillonné la planète pour témoigner, dès 1920, des souffrances du peuple russe ou, deux ans plus tard, de la folie du régime en Chine.

Il a pris le parti des opprimés en dénonçant, en 1927, le sort des Françaises conduites en Argentine pour y être prostituées, les effets néfastes de la colonisation française en Afrique ou l'horreur du bagne de Cayenne.

Les articles de notre journaliste récompensé par le prix Albert-Londres 2019 :

Le 81^e prix Albert-Londres a été remis, mardi 29 octobre, à notre journaliste Benoît Vitkine pour une série de six enquêtes :

- **En Ukraine, le délicat retour des vétérans à la vie civile**
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/19/en-ukraine-le-delicat-retour-des-veterans-a-la-vie-civile_5452376_3210.html

- **Ukraine : Odessa, ville gangster**
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/03/22/ukraine-odessa-ville-gangster_5439776_3210.html

- **Ukraine : emprise russe en mer d'Azov**
https://www.lemonde.fr/long-format/article/2018/10/12/ukraine-emprise-russe-en-mer-d-azov_5368500_5345421.html

- **En Tchétchénie, le football totalitaire**
https://www.lemonde.fr/mondial-2018/article/2018/06/14/en-tchetchenie-le-football-totalitaire_5314726_5193650.html

- **En Transcarpathie, l'art russe de l'intox fait des étincelles**
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/07/en-transcarpathie-l-art-russe-de-l-intox-fait-des-etincelles_5446890_3210.html

- **En Estonie, dans les coulisses de la guerre de l'information russe**
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/05/comment-l-estonie-resiste-a-l-influence-mediatique-du-kremlin_5445973_3210.html

3 – MEDIAS AU CONGO RD – « Des médias appartenant à Jean-Pierre Bemba prennent feu à Kinshasa »

<https://fr.allafrica.com/stories/201910290197.html>

Mardi 29 octobre 2019

Par Alain Diasso

Congo-Kinshasa : Opposition - Deux médias appartenant à Jean-Pierre Bemba prennent feu à Kinshasa

Canal Kin Télévision, Canal Congo télévision (CCTV) et Radio Liberté Kinshasa, ont pris feu, le 28 octobre, occasionnant des dégâts matériels énormes, à en croire des sources.

L'immeuble abritant les deux organes de presse a pris feu, obligeant ses occupants à évacuer les lieux pour parer à toute éventualité. Selon les témoins, l'incendie s'est déclaré à partir du studio radio, avant d'embraser tout l'édifice. De l'extérieur, l'on pouvait se faire une idée de son ampleur qui, l'instant d'un éclair, a mis en débandade tous ceux qui s'affairaient aux abords du bâtiment. Il est fait état, d'après des sources, d'un court-circuit. « Les amis m'ont dit que le problème était au niveau d'un split qui avait disjoncté et il y a eu le feu », a commenté un des journalistes de Canal Kin ayant vécu l'incident.

Quand bien même il n'y a eu aucune perte en vie humaine ni un quelconque blessé, les dégâts matériels sont énormes, à en croire des sources. La régie, le plateau et le studio de CCTV ont été totalement calcinés bien qu'une partie du matériel, du reste infime, ait pu être tirée des flammes. Si la piste technique est celle qui est pour le moment privilégiée, d'aucuns ne s'empêchent pas d'évoquer un plasticage étant entendu que c'est la deuxième fois, dans des circonstances toutes aussi similaires, que ces médias fassent l'objet d'un incendie. Le 18 septembre 2006, un incendie géant avait déjà détruit les studios de ces deux organes de presse dont le directeur général de l'époque avait failli perdre sa vie.



Jean-Pierre Bemba

4 – FACEBOOK – « Après Google, Facebook refuse de rémunérer la presse française »

<https://www.ledevoir.com/culture/medias/565847/apres-google-facebook-refuse-de-remunerer-la-presse-francaise>

Mardi 29 octobre 2019

Après Google, Facebook a infligé un autre camouflet à la presse française: elle refuse de la rémunérer pour les articles partagés par ses 2,4 milliards «d'amis», au grand dam des défenseurs du «droit voisin».

Vendredi, Facebook a dévoilé sa position sur l'application du droit voisin, au lendemain de l'entrée en vigueur d'une loi qui transpose en France ce nouveau droit.

Créé par une directive européenne, il vise à permettre un meilleur partage des revenus du numérique entre les GAFAs, qui captent l'essentiel des recettes publicitaires en ligne, et les producteurs d'information qui peinent pour continuer à produire une information de qualité.

Il doit en effet servir de base aux éditeurs de presse pour négocier avec les plateformes une rémunération, en contrepartie de la réutilisation de leurs contenus sur la Toile.

Et, de la même manière que Google a refusé de rémunérer la presse française pour les extraits d'articles apparaissant dans ses résultats de recherche et son service Actualités, la position de Facebook a fait l'effet d'une douche froide aux éditeurs de presse.

En effet, le réseau social considère tout d'abord qu'il ne paiera pas les éditeurs lorsqu'ils décident de publier eux-mêmes des contenus sur sa plateforme.

Quant aux extraits d'articles, images ou vidéos produites par des éditeurs de presse et partagés par les 2,4 milliards d'utilisateurs du réseau social (dont plusieurs dizaines de millions de France), Facebook refuse là aussi de les rémunérer.

Il donne désormais le choix aux éditeurs : soit ils autorisent explicitement le partage de ces extraits à titre gratuit, soit ils le refusent et dans ce cas, ces contenus seront affichés sous une forme dégradée (un simple lien et un titre).

Les éditeurs protestent

«Facebook refuse, comme Google, de respecter l'esprit et la lettre de la nouvelle loi sur les droits voisins», ont protesté unanimement les principales organisations de la presse écrite en France, à savoir l'Alliance de la presse d'information générale (APIG), le Syndicat des éditeurs de la presse magazine (SEPM) et la Fédération nationale de la presse spécialisée (FNPS).

Les éditeurs, qui sont en train de porter plainte contre Google auprès de l'Autorité de la concurrence, annonceront dans les jours qui viennent quelle suite ils donneront aux annonces de Facebook.

Le réseau social se montre disposé à étendre à la France son nouveau service «Facebook News», tout juste lancé aux États-Unis, via lequel il rémunérera certains médias.

Jesper Doub, directeur des partenariats médias de Facebook en Europe, Moyen-Orient et Afrique, a assuré dans un article de blogue avoir entamé des «discussions» en ce sens avec des éditeurs de presse français.

5 – UNESCO – « L'UNESCO et Twitter s'unissent pour l'éducation aux médias et à l'information »

<https://fr.unesco.org/news/lunesco-twitter-sunissent-leducation-aux-medias-information>

Mardi 29 octobre 2019



Les conglomérats de médias sociaux sont souvent considérés avec suspicion lorsqu'il s'agit de la gestion de leurs plateformes et de la collaboration pour le développement social. L'éducation aux médias et à l'information est un moyen puissant d'aider les gens à naviguer de manière critique sur ces autoroutes de l'information tout en leur permettant de comprendre qu'ils ont le pouvoir de choisir ce qu'ils font en ligne ou non.

Dans le cadre d'un partenariat unique avec l'UNESCO, Twitter lance son guide Enseigner et apprendre avec Twitter actualisé à l'occasion des célébrations de la Semaine mondiale EMI (éducation aux médias et à l'information), du 24 au 31 octobre 2019.

Le Guide d'apprentissage Twitter se concentre désormais sur l'éducation aux médias et à l'information.

Le Guide d'apprentissage Twitter a bénéficié de la réécriture directe et du contenu fourni par l'UNESCO grâce aux consultations des années. La vision et la création d'un partenariat avec Twitter ont été initiées il y a un an lorsque Twitter a rejoint l'UNESCO pour la promotion de la Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information 2018.

Cette initiative audacieuse témoigne de l'engagement ouvert de Twitter à renforcer les capacités essentielles de ses utilisateurs à faire des choix informés et judicieux sur la façon dont ils utilisent la plateforme de média social et à interagir avec les informations qu'ils y trouvent.

Selon Moez Chakchouk, Sous-Directeur général pour la communication et l'information de l'UNESCO, « ce partenariat vise à renforcer la portée mondiale et l'impact de EMI en tant qu'initiative phare de l'UNESCO ». « L'UNESCO s'engage à instaurer la paix dans l'esprit des hommes et des femmes, et ce partenariat avec Twitter a le potentiel de diffuser mondialement l'apprentissage de l'éducation aux médias et à l'information. », poursuit-il.

« Chez Twitter, nous espérons que ce guide aura un impact positif et tangible sur les étudiants du monde entier en aidant les éducateurs à transmettre aux jeunes générations des informations et des compétences essentielles sur la manière de naviguer dans un environnement médiatique de plus en plus complexe. Nous attachons une grande importance à notre partenariat mondial avec l'UNESCO en matière de l'éducation aux médias et à l'information, et ce projet tire un avantage immense de l'expertise et de la contribution de l'UNESCO dans ce domaine. Nous sommes impatients de poursuivre les discussions et la collaboration avec l'UNESCO sur la manière dont l'éducation aux médias et à l'information peut constituer un moyen de défense contre la désinformation et la propagande dans le monde », a déclaré Colin Crowell, Vice-Président mondial des politiques publiques, du gouvernement et de la philanthropie de Twitter.

Les deux organisations espèrent qu'en combinant leur portée mondiale, elles pourront réaliser des preuves tangibles d'un meilleur accès à l'éducation aux médias et à l'information dans les médias sociaux ainsi que dans les environnements d'apprentissage. C'est un objectif ambitieux, mais possible tant que nous continuons à creuser, à nous engager à aller plus loin. Nous devons élargir l'EMI pour tous. Ce n'est plus un rêve, mais un impératif si l'on veut que les gens puissent profiter pleinement des avantages des opportunités d'apprentissage sur les plateformes en ligne et se protéger contre les nombreux maux.

Le Guide d'apprentissage Twitter sera disponible en neuf langues. Voici un aperçu de ce qui se trouve dans le Guide :

- Éducation aux médias et à l'information et éducation à la citoyenneté mondiale
- Éducation aux médias et à l'information et citoyenneté numérique
- Faire face à la cyberintimidation
- Cultiver vos empreintes numériques par le biais des empreintes éduquées aux médias et à l'information
- Maîtriser son expérience sur Twitter
- Twitter répond aux cinq lois de l'UNESCO sur l'éducation aux médias et à l'information
- Activités d'apprentissage pour les éducateurs et les acteurs du développement
- Études de cas

Les utilisateurs du Guide peuvent créer des activités et les envoyer sur Twitter en utilisant #MILCLICKS pour partager vos favoris avec le reste du monde.

Ronan Costello, Directeur des politiques publiques de Twitter, a dévoilé le nouveau Guide d'apprentissage de Twitter, à travers l'optique de l'éducation aux médias et à l'information (EMI), lors de la Conférence principale de la Semaine mondiale EMI 2019 qui s'est tenue à Göteborg, en Suède du 24 au 27 septembre 2019.

L'UNESCO espère étendre la coopération avec d'autres plateformes de médias sociaux et intermédiaires technologiques pour promouvoir l'EMI. Partout dans le monde, les pays ont accru leur intérêt et leur demande pour l'EMI.

Conformément au thème de la Semaine mondiale EMI 2019, « Citoyens EMI : Informés, engagés, habilités » - L'UNESCO appelle les utilisateurs des plateformes de médias sociaux et les intermédiaires technologiques à se connecter en ligne et à faire entendre leur voix sur la nécessité d'un meilleur accès à l'apprentissage de l'EMI dans le monde. Pour plus d'informations, veuillez contacter Alton Grizzle, a.grizzle@unesco.org (link sends e-mail).

6 – GOUVERNEMENT EN TUNISIE – « limogeage d'Abdelkrim Zbidi et de Khemaies Jhinaoui, respectivement ministre de la Défense et des Affaires étrangères »

<https://www.jeuneafrique.com/849370/politique/tunisie-limogeage-des-ministres-de-la-defense-et-des-affaires-etrangeres/>

Mardi 29 octobre 2019

La présidence du gouvernement tunisien a annoncé mardi le limogeage d'Abdelkrim Zbidi et de Khemaies Jhinaoui, respectivement ministre de la Défense et des Affaires étrangères, au moment où des négociations ont démarré pour la formation d'un nouveau cabinet dans le sillage des élections législatives et présidentielle.

Abdelkrim Zbidi (Défense) et Khemaies Jhinaoui (Affaires étrangères) ont été démis de leurs fonctions, après concertation avec le président de la République Kaïs Saïed, en fonctions depuis près d'une semaine, selon la même source.

L'intérim sera assuré respectivement par Karim Jamoussi, l'actuel ministre de la Justice, et par Sabri Bachtobji, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Hatem Ferjani, le secrétaire d'État à la diplomatie économique, a aussi été démis de ses fonctions. Le communiqué ne donne pas d'explications sur ces limogeages.

Consultations pour un nouveau gouvernement

Abdelkrim Zbidi a été candidat à l'élection présidentielle, où il est arrivé en quatrième position lors du premier tour en septembre, avec 10,1 % des voix. Le limogeage de Khemaies Jhinaoui intervient quant à lui au lendemain d'informations sur la visite d'une délégation tunisienne en Israël, partagées sur les réseaux sociaux mais démenties par son ministère.

Ces décisions surviennent en outre au moment où les islamistes d'Ennahdha, arrivés en tête des législatives du 6 octobre, ont débuté mardi des entretiens avec des chefs de partis politiques sur la formation d'un nouveau cabinet.

Mercredi, le président Kaïs Saïed devrait officiellement charger le parti à la colombe de former le gouvernement. La formation aura un mois, renouvelable une fois, pour dégager une majorité, une tâche ardue du fait du morcellement du Parlement – Ennahdha n'ayant remporté que 52 sièges sur 217.

7 – JOURNALISTES A HAITI – « 44 journalistes victimes de répression ces dernières semaines »

<https://www.haitilibre.com/article-29140-haiti-flash-44-journalistes-victimes-de-repression-ces-dernieres-semaines-liste.html>

Mercredi 30 octobre 2019



La Fédération de la Presse Haïtienne (FPH) dirigée par Ady Jean Gardy et qui regroupe toutes les associations de presse de provinces informe qu'une enquête réalisée au niveau national révèle qu'au moins 45 journalistes haïtiens ont subi durant les dernières semaines une répression inacceptable, certains ont été tués, blessés ou ont reçu des menaces de mort de membres du Gouvernement ou des secteurs de l'opposition radicale...

Suite à cette enquête la FPH a mis sur pied une Commission d'enquêtes chargée de documenter chaque cas de victime de répression, sous la Direction de Osner Fevry journaliste, avocat de la Fédération de la Presse Haïtienne du Cabinet Fevry et Directeur de Radio Sentinelle Haïti.

Une plainte officielle a été soumise aux autorités selon les articles 19, 20, 21, 22, 23 et 35 du Code d'Instruction Criminelle pour être fait ce que de droit en temps et lieux vis-à-vis des victimes de la presse.

La Fédération alerte toutes les associations de presse du monde et la Fédération Internationale de la Presse en vue d'obtenir la solidarité internationale, et ne jamais abandonner la presse haïtienne dont la liberté d'information et la liberté d'expression se trouvent sous les menaces.

LISTE des journalistes agressés par département :

ARTIBONITE :

- Snel Florexil de Radio Dignité (Petite Rivière de l'Artibonite) ;
- Gary Philippe de Radio Union (St Marc) ;
- Saint Louis Sehezer de Radio Conscience (Artibonite) ;
- Elinor Fleurant de la radio communautaire Radio Fanmi Inter ;
- Venesse Désir, de Radio Dignité (Petite Rivière) ;
- Dieulivens Jules de Radio Caraïbes (Gonaïves) ;
- Frantz Rennel Lebrun de Radio Ibo (Gonaïves) ;
- Norellus Jean Love de Radio TransArtibonite et Radio Continentale (Gonaïves) ;
- Onens Joseph de Radio Signal (Gonaïves) ;
- Luckens César de Radio (Gros Morne, Artibonite) ;
- Meran Jonas de Radio Ennery et correspondant de Radio Guinen (GrosMorne) ;
- Lebrun Louis Jess de Radio Guinen (Gonaïves) ;
- Marc Antoine Honorat de la RNH (Gonaïves).

NORD :

- Jonhson Charles de Radio Oxygene 105 ;
- Gerard Maxineau du journal Le Nouvelliste et de Kiskeya ;
- Dumarsais Rony journaliste « on line » (Cap-Haïtien) ;
- Ariel Valmir de Scenique FM, 101.1 FM.

NORD OUEST :

- Daniel Loriston de Radio Génération 80 (région de Bassin Bleu) ;
- Jean Wilner Jean Baptiste de Radio Ideal 89.7 (dans la ville de Port de Paix) ;
- Ornestis Wilnic de Radio Guinen (Port de Paix) ;
- Rock Clavel Jovens de Radio Caraïbes du Nord Ouest ;
- Esau Phenélus de Radio Zenith du Nord Ouest ;

NORD EST :

- Wilson Augustin de Radio Massacre ;
- Valery Felix de Radio Zenith (Fort Liberté) ;
- Edxon Francisque de Radio Nationale d'Haïti (RNH Fort Liberté) et Secrétaire Général de la Corporation du Nord Est.

PLATEAU CENTRAL :

- Nehemy Joseph journaliste de Radio Mega assassiné <https://www.icihaiti.com/article-29036-icihaiti-insecurite-l-unesco-condamne-le-meurtre-du-journaliste-nehemie-joseph.html> ;
- Oumeny Jean Claude de Radio Thomassique ;
- Cedon Pierre de Voix paysan Papaille) Région de Cerca la Source) ;
- Gulnave Mathurin de Radio Santa Maria (ville de Maissade).

SUD :

- Jacquelin François de Radio Zenith (Cayes) ;
- Charles Boyer de Radio Voix Paysan du Sud ;
- Preecinor Lubin de Radio Télé Grand Sud.

NIPPES :

- Eddy Leblanc de Radio Signal FM (agressé et menaces de mort).

GRAND ANSE :

- Franckel Maginaire, de 103 5 FM (Jérééie), menaces de mort.

SUD EST :

- Zidor Elmont, blessé à l'arme blanche, Radio Hosanna (Jacmel) <https://www.icihaiti.com/article-28768-icihaiti-jacmel-un-journaliste-poignarde.html> ;
- Dallo Alexandre, de Radio Hosanna ;
- Jean Philippe St Jackson de Radio Concordia inter (Jacmel).

OUEST :

- Muraille Jean Myrtho Radio Zenith FM sauvagement agressé ;
- Maxi Ceant, journaliste photographe blessé a Delmas ;
- Dieunalio Chery, journaliste de Associated Press blessé par balle
- <https://www.haitilibre.com/article-28826-haiti-flash-tres-grave-incident-au-parlement-un-senateur-tire.html> ;
- Eddy Privert, un journaliste independant de Radio Zenith ;
- Petion Rospide de Radio Sans Frontières, assassiné : <https://www.haitilibre.com/article-27967-haiti-securite-le-journaliste-rospide-petion-assassine.html> ;
- Reynold Petit Frère de Radio Signal FM victime de la répression ;
- Gesnel Toussaint de Radio Lumière menacé de mort.

8 – ACTUALITES GOUVERNEMENTALES – « Principales actualités gouvernementales dans les 88 pays de la Francophonie institutionnelle en octobre 2019 »

Vendredi 1^{er} novembre 2019

Par Régine Lefèvre

OCTOBRE 2019

- **MADAGASCAR – 31.10.2019** – limogeage du ministre de l'Énergie, Vonjy Andriamanga. Il est provisoirement remplacé par le ministre des Télécommunications
- **GUINEE-BISSAU – 31.10.2019** – formation d'un nouveau gouvernement composé de 31 membres
<http://www.rfi.fr/afrique/20191031-guinee-bissau-president-vaz-nouveau-gouvernement-crise-politique>
- **TUNISIE – 29.10.2019** - limogeage d'Abdelkrim Zbidi et de Khemaies Jhinaoui, respectivement ministre de la Défense et des Affaires étrangères ; l'intérim sera assuré respectivement par Karim Jamoussi, l'actuel ministre de la Justice, et par Sabri Bachtobji, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Hatem Ferjani, le secrétaire d'État à la diplomatie économique, a aussi été démis de ses fonctions
- **LIBAN – 29.10.2019** – démission du Premier ministre Saad Hariri et de son gouvernement
- **GUINEE-BISSAU – 29.10.2019** - le président de Guinée-Bissau José Mario Vaz a nommé l'ancien Premier ministre et ex-ministre des Affaires étrangères Faustino Imbali pour former le nouveau gouvernement
- **ARGENTINE – 27.10.2019** – élection présidentielle - le péroniste Alberto Fernandez remporte la présidentielle dès le premier tour
- **URUGUAY – 27.10.2019** – 1^{er} tour de l'élection présidentielle - M. Martinez (Frente Amplio) a obtenu 37 % des voix, devant M. Lacalle Pou (Partido Nacional) à 29 %, selon ces sondages. Les deux candidats disputeront un second tour le 24 novembre.
- **CAP-VERT – 27.10.2019** – décès du ministre de l'Intégration régionale et africaine, le Docteur Julio Herbert Lopez
- **BELGIQUE – 26.10.2019** - la ministre du Budget, la libérale francophone Sophie Wilmès, a été choisie comme Première ministre par intérim
- **ROUMANIE – 24.10.2019** – formation du nouveau gouvernement
[Liste des 18 membres du nouveau gouvernement roumain](https://www.romania-insider.com/romania-pm-orban-minister-list)
<https://www.romania-insider.com/romania-pm-orban-minister-list>
- **TUNISIE – 23.10.2019** - le nouveau président de la République tunisienne Kais Saied a prêté serment

- **CANADA –21.10.2019** – élections fédérales - Le Premier ministre Justin Trudeau a obtenu un deuxième mandat, mais son parti libéral s'est contenté d'une majorité relative au Parlement, ce qui l'obligera à compter sur l'appui d'un petit parti de gauche pour survivre
- **SUISSE – 20.10.2019** – élections fédérales - l'Union démocratique du centre (UDC) est arrivée en tête des élections législatives, avec 25,6% des voix. Elle devance le Parti socialiste (16,6%), et le Parti libéral-radical (15,3%), tous deux également en baisse. Les Verts obtiennent 13,2% des voix (+ 6 points) et le Parti Vert'libéral 7,8% (+ 3,3 points). Le Parti démocrate-chrétien (PDC) resterait stable, à 11,8%
- **LIBAN – 19.10.2019** - quatre ministres chrétiens maronites ont annoncé leur départ du gouvernement libanais
- **MOZAMBIQUE – 15.10.2019** – élections générales - le président Filipe Nyusi a été réélu pour un mandat de cinq ans avec 73 % des suffrages
- **COREE DU SUD – 14.10.2019** – démission du ministre de la Justice Cho Kuk
- **ROUMANIE – 15.10.2019** - le libéral Ludovic Orban chargé de former un nouveau gouvernement
- **HONGRIE – 13.10.2019** – élections municipales - les adversaires du Premier ministre hongrois Viktor Orban ont remporté ces élections en s'emparant de la mairie de Budapest tenue par le parti ultraconservateur au pouvoir, qui essuie son premier revers électoral en près de dix ans
- **POLOGNE – 13.10.2019** – élections législatives – les conservateurs nationalistes du parti Droit au pouvoir ont remporté les élections législatives avec 45,16% des suffrages selon les résultats officiels
- **TUNISIE – 13.10.2019** – 2^e tour de l'élection présidentielle - le juriste Kaïs Saïed remporte largement l'élection présidentielle avec 72,71 % des voix
- **ROUMANIE – 10.10.2019** - le gouvernement est renversé par le Parlement
- **MAROC – 09.10/2019** – formation du nouveau gouvernement
Liste des 24 membres du nouveau gouvernement marocain :
https://www.atlasinfo.fr/La-liste-du-nouveau-gouvernement-marocain-resserre_a104522.html
- **MAURICE – 06.10.2019** – le Premier ministre mauricien Pravind Jugnauth a annoncé la dissolution du Parlement et subséquemment la tenue des élections générales pour le jeudi 7 novembre.
- **TUNISIE – 06.10.2019** - le parti d'inspiration islamiste Ennahdha arrive en tête des législatives ; avec 52 sièges sur 217, la formation serait toutefois très loin de la majorité requise de 109 voix pour former un gouvernement seul
- **KOSOVO – 06.10.2019** – élections législatives - l'opposition en tête des législatives
- **GABON – 05.10.2019** – remaniement ministériel
Liste des membres du nouveau gouvernement gabonais :
<https://www.agenceecofin.com/gouvernance/0510-69839-gabon-composition-du-gouvernement-reamenage>
- **AUTRICHE – 04.10.2019** - Le président autrichien charge Sebastian Kurz de former un nouveau gouvernement
- **LUXEMBOURG – 03.10.2019** – remaniement ministériel - François Bausch occupe le poste de vice-Premier ministre
<https://www.wort.lu/fr/luxembourg/francois-bausch-devient-vice-premier-ministre-5d8b3bd2da2cc1784e34c2ce>